



★ Mobiliser pour Construire ★
ACTION TCHADIENNE POUR L'UNITÉ ET LE SOCIALISME / PARTI RÉVOLUTIONNAIRE POPULAIRE ET ÉCOLOGIQUE
Chadian Action for Unity and Socialism/Popular and Ecological Revolutionary Party
(ACTUS/prpe)

E-mail : actus-prpe@club-internet.fr

N/Réf : 19.08/SG /10
V/Réf :

CONFÉRENCE SUR LA CONCEPTION DE GAUCHE DE LA DÉMOCRATIE EN AFRIQUE : TÂCHES ET DÉFIS.

JOHANNESBURG (AFRIQUE DU SUD) 19-21 AOÛT 2010

QUELLE DÉMOCRATIE POUR LE TCHAD ET L'AFRIQUE, ET QUELS INTÉRÊTS DE CLASSE SERT-ELLE ?

Par Dr LEY-NGARDIGAL Djimadoum , Secrétaire Général de ACTUS / prpe

Cher(e)s Camarades, au nom de notre parti, ACTUS/prpe et de nos militant(e)s, je vous transmets nos fraternelles salutations communistes. Nous remercions chaleureusement le parti communistes d'Afrique du Sud (SACP) pour avoir initié cette importante conférence sur la démocratie en Afrique. Nous saluons aussi tous les Partis communistes africains et du monde présents à Johannesburg.

Camarades, la terminologie de « démocratie » enflamme les débats sur notre Continent qui ploie sous les féroces dictatures imposées par l'impérialisme. C'est le cas notamment de notre pays, le Tchad.

Permettez-moi, Cher(e)s Camarades de vous donner quelques éléments d'appréciation afin de mieux comprendre l'évolution politique dans notre pays et notre conception communiste de la démocratie en Afrique à la lumière du Marxisme-Léninisme.

Introduction

Le 20 Juin 1989 lors du XVI^{ème} Sommet France-Afrique à la Baule, le Président français François Mitterrand conditionnait l'aide au développement proportionnellement au progrès réalisé en matière de démocratie dans les pays africains. La démocratie a-t-elle commencé en Afrique avec le discours de la Baule ? et pourquoi cette sévère injonction du Président français ? Est-ce une position sincère ou une nouvelle stratégie de l'impérialisme français pour pérenniser sa domination ?

Plus de deux décennies plus tard le constat est amer et se révèle être un cuisant échec. Inversement, on note le renforcement des dictatures dans les anciennes colonies françaises : Tchad, Gabon, Congo Brazzaville, Cameroun, Togo, Centrafrique... Et pourtant, l'impérialisme français ou la Françafrique règne en Maître absolu grâce à ses valets qu'elle a imposés contre la volonté des peuples de nos Etats, prétendus « indépendants ». Survint alors la question : quels sont les causes de cet échec et quel type de démocratie



serait compatible au continent ? Les peuples africains ne pourraient-ils pas à partir de ses lointaines racines culturelles inventer une « nouvelle forme de démocratie » en intégrant d'autres acquis universels des luttes des peuples pour la liberté et contre les dominations et l'exploitation du capitalisme?

Naissance de la démocratie en Afrique francophone après la 2^{ème} guerre mondiale.

L'étymologie du mot « démocratie » signifie: du grec *dêmos*, peuple, et *kratos*, pouvoir, autorité. Cette compréhension fut unanimement adoptée et admise comme norme en occident et qui tend à s'imposer dans le reste du monde. La démocratie est donc le régime politique dans lequel le pouvoir est détenu ou contrôlé par le peuple (principe de souveraineté), sans qu'il y ait de distinctions dues la naissance, la richesse, la compétence...(principe d'égalité). En règle générale, les démocraties sont indirectes ou représentatives, le pouvoir s'exerçant par l'intermédiaire de représentants désignés lors d'élections au suffrage universel.

Les autres principes et fondements de la démocratie sont : la liberté des individus ; la règle de la majorité; l'existence d'une "constitution" et d'une juridiction associée (le Conseil constitutionnel en France) ; la séparation des pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire) ; la consultation régulière du peuple (élection et référendum) ; la pluralité des partis politiques ; l'indépendance de la justice. [M.H. Hansen, *La Démocratie athénienne à l'époque de Démosthène* (1991), *Les Belles Lettres*, 1993.], [Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique I* (1835). Paris: Les Éditions Gallimard, 1992. Collection: Bibliothèque de la Pléiade (tome I: pp. 1 à 506)]

Le non respect et la non application de ces principes, notamment en ce qui concerne la souveraineté et l'égalité dans l'empire coloniale français, ont conduit les peuples noirs d'Afrique à s'insurger contre l'impérialisme et la domination coloniale. Dans l'empire français, ces africains, appelés « indigènes » sont considérés comme les citoyens de seconde zone. Ils sont exploités, humiliés par l'homme blanc qui se croyait supérieur et investit d'une mission civilisatrice divine. Les colonisés se sont alors organisés militairement et/ou politiquement dans les différents états de l'empire français. Au sein de cette communauté française les Partis politiques des 14 colonies d'Afrique ont opté pour les « Républiques autonomes » en 1958, puis ont réclamé leur « indépendance » en 1960.

Pendant les années sombres (1940-1944) de l'occupation de la France par les l'Allemagne, plusieurs milliers de jeunes soldats des colonies (appelés Tirailleurs sénégalais) et originaires de différents pays de la colonie furent incorporés de force dans l'Armée française. Ces braves soldats, à leur corps défendant, ont courageusement participé à la libération de la France.

Le 30 novembre 1944, 1 280 soldats africains d'Afrique furent démobilisés et regroupés dans le camp de transit de Thiaroye non loin de Dakar. Ils se sont révoltés pour réclamer le paiement de leurs arriérés de solde et de leurs primes de démobilisation. Une mutinerie éclate le 1^{er} décembre 1944 mais l'administration coloniale a sauvagement réprimé dans le

sang les mutins faisant officiellement 35 morts et d'autres condamnés à mort. 48 d'entre eux sont arrêtés, certains condamnés à des peines de dix ans de prison mais amnistiés plus tard en 1947 par le président de la République, Vincent Auriol. Cet odieux massacre fut le détonateur d'une prise de conscience collective de l'état d'inégalité profonde entre blancs et noirs malgré la constitution qui stipule l'égalité entre les citoyens. Les noirs étaient considérés comme les citoyens de seconde zone. Le principe démocratique d'égalité républicaine a été dissous dans le solvant du racisme. Face à la grogne des africains, pendant cette période au cours des années 1940-1944, le Général De Gaulle était contraint d'autoriser le 07 août 1944 le droit syndical en Afrique noire, une autre manifestation de la démocratie. La notion de « démocratie » ou du moins son embryon existait déjà bien avant le discours de la Baule du Président français François Mitterrand en 1990 à partir de l'année 1944 puis amplifiée à partir de 1958 avec la naissance des républiques autonomes.

Il conviendrait ici de souligner la solidarité internationaliste prolétarienne dont a fait preuve le Parti Communiste Français (PCF). En effet, les partis politiques et des syndicats progressistes africains sont soutenus par le PCF et le syndicat affilié la CGT. Forgés politiquement à la lumière de la lutte de classe, ces Partis et syndicats africains progressistes ou communistes luttèrent dans le cadre de la démocratie pour l'obtention des indépendances de leurs Etats respectifs. Dans ce foisonnement de Partis, l'impérialisme et le capitalisme français ont créé des partis satellites afin de mettre en échec les partis indépendantistes et nationalistes. C'était déjà pendant cette époque que l'impérialisme français avait élaboré sa stratégie d'exacerbation des conflits ethniques, régionalistes et confessionnels à travers ces multitudes de partis réactionnaires sans aucune assise populaire. C'est aussi durant cette période que l'impérialisme et le capitalisme français ont élaboré sa stratégie de fraude et hold-up électoraux, lesquelles recettes seront largement peaufinées et utilisées par les dictateurs africains soutenus par l'Elysée, afin de se maintenir aux trônes grâce aux pseudos élections « démocratiques »

Le dictateur Déby ou le sacre d'un despote grâce aux hold-up électoraux et au soutien inconditionnel de la France.

Si la démocratie est soutenue par le principe des élections libres et transparentes par lesquelles le vote majoritaire triomphe, alors le Général-Président Déby au Tchad ne serait jamais élu à la magistrature suprême du pays depuis 20 ans. Il s'apprête par ailleurs à réitérer son quatrième hold-up électoral à la présidentielle de 2011. En effet, comment un homme de cet acabit qui sème la terreur, la désolation, la mort au sein des populations, un homme dont les seuls performances et talents dûment reconnus sont la prédation des deniers publics, le népotisme, le clanisme, la corruption, la mauvaise gouvernance...entraînant la paupérisation croissante des Masses populaires, soit plébiscité à chaque élection par les victimes ? Evidemment, non car le peuple tchadien qui souffre dans sa chair, rejette de manière irréversible le tyran Déby. De plus, Les rapports annuels des associations des droits de l'Homme ont estimé à plus de 31000, le nombre de tchadiens assassinés par le dictateur Déby. Qui oserait croire un seul instant et en toute honnêteté intellectuelle qu'une victime puisse aduler son bourreau ?



Le despote Déby est imposé et soutenu par l'impérialisme français et ses troupes militaires basées au Tchad. En effet, à plusieurs reprises, les Forces de résistances nationales ont pris d'assaut la capitale N'Djaména, cependant hélas, l'armée française basée au Tchad est intervenue pour le sauver in extremis. Son dernier sauvetage date du 3 février 2008. Pour notre Parti, ACTUS/prpe, l'Armée française basée au Tchad est une troupe d'occupation et d'expédition coloniale punitive. Elle n'a jamais aidé à instaurer les prémices d'une quelconque démocratie mais en revanche, elle a œuvré pour l'instauration, le soutien et la consolidation de la dictature du Général-Président Déby. Une armée d'un pays dit démocratique qui fait l'apologie d'une dictature. Quel paradoxe ! Face à l'oppression coloniale française, notre Parti, ACTUS/prpe exige depuis de nombreuses années la fermeture inconditionnelle et immédiate des bases militaires françaises au Tchad.

La démocratie libérale, bourgeoise et/ou capitaliste a permis à la majorité de la population états-unienne de briser la barrière de la suprématie de l'homme blanc sur l'Homme noir. En effet, pour la première fois de l'histoire des USA, un noir, Monsieur Barack Obama, 47 ans, fut élu 44^e président de la première puissance mondiale, le 4 novembre 2008. Dans ce cas précis inédit, nous comprenons la joie et les espoirs que cet élément a suscité chez les noirs du monde et particulièrement au sein des descendants des esclaves noirs et des minorités hispaniques. Cependant, près de deux ans après son triomphe, la situation économique des 40 millions d'états-uniens pauvres n'a guère changé car la crise financière du capitalisme persiste. Le Président avoue son échec : « *Nous avons donc effectué des progrès, mais, soyons honnêtes, les progrès n'ont pas été assez rapides* », L'économie, faute de croissance suffisante, peine toujours à créer des emplois et le taux de chômage officiel reste bloqué à 9,5 %, un niveau très élevé pour les États-Unis. « *L'économie se renforce, mais elle a vraiment subi un gros traumatisme, et nous n'allons pas récupérer tous ces huit millions d'emplois perdus du jour au lendemain* » [Figaro/AFP du 10/09/2009, Le Point.fr /AFP), 19.08.2010].

La démocratie libérale et son système économique de marché ou capitaliste qui régent les USA et les autres pays capitalistes, montre son vrai visage en maintenant la majorité dans la précarité et la pauvreté alors qu'une ultra minorité milliardaires sont de plus en plus riches. Le monde compte 1011 milliardaires en 2010. La fortune des 10 premiers, est estimée à 343 milliards de dollars\$ [in Forbes: The World's Billionaires, 03.10.10]. Selon les données 2009 du FMI, le Tchad a un PIB de 6974 47 milliards de dollars \$ soit 8 fois inférieur à la première fortune mondiale, le mexicain Carlos Slim Helú.

Démocratie libérale après la Baule ou la prédation du Tchad par le tyran Déby et sa famille.

En Afrique et au Tchad en particulier, la démocratie libérale introduite après le discours de la Baule du Président Mitterrand a pour objectif la perpétuation du système économique néocolonial sous contrôle des multinationales pétrolières (Exxon, Shell et Pétronas) et les entreprises françaises.

La famille présidentielle du dictateur Déby et son clan détiennent l'économie par exemples : un des frères du tyran a le monopole exclusif d'importation du matériel militaire et d'équipement pour l'armée tchadienne. Dans son rapport annuel 2009 sur les dépenses



militaires et d'armements dans le monde, la prestigieuse institution « *Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)* » indique que les dépenses militaires du Tchad se chiffrent à 436 millions\$ soit 33% de plus qu'en 2008. Le neveu du despote Déby est Trésorier Général du Ministère des Finances, alors que son beau frère Idriss Ahmed Idriss était Ministre des Finances et actuellement Secrétaire Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC), la police des Banques de la zone Cemac. Un autre frère dirige une entreprise des travaux publics, à qui l'état offre tous les marchés publics sans offres d'appel. L'une des filles du Général Président et sa sœur sont respectivement responsables des frets et de la Direction des Douanes qui rapporte par jours plusieurs millions de francs de recettes à l'état mais qui sont systématiquement détournés afin de grossir les comptes de la famille présidentielle et son clan de prédateurs du Tchad. La démocratie libérale tchadienne est juteuse pour la famille présidentielle et son clan. Ce sont des rentiers du pouvoir.

L'impérialisme français qui prétend donner de leçons de démocratie, de bonne gouvernance en fustigeant et qualifiant les dirigeants anti-impérialistes de : « *dictateurs, staliniens, totalitaires, exécrables, non fréquentables...* », n'hésite pas pourtant à fréquenter le commandant en chef du despotisme Déby. C'est un personnage effroyable, une des pires espèces politiquement et moralement que le continent ait connu. Il est de notoriété publique qu'en matière de pillage de deniers publics (malgré la prédation à satiété des pétrodollars du Tchad), la boulimie du squatteur du palais rose majestueusement dressé au bord du fleuve Chari de NDjaména, est insatiable. Il s'était même convertit en narcotrafiquant et faux monnayeur de dollar. Cette scandaleuse affaire et les crimes contre l'humanité qui ont fait la une des médias en France et en Afrique, n'ont pas émoussé l'ardeur des gouvernements français protecteurs du tyran de le couvrir et de l'absoudre de la justice: [*François-Xavier Verschave « Noir Silence, qui arrêtera la Françafrique ? » Editions. Les Arènes, Paris, 2000. PP.151-174*], [*Le Canard enchaîné du 09.09.1998, N'Djamena Hebdo du 27.08.98, Le Monde du 28.06.1999, Le Citoyen (Niamey) du 22.09.1998, La Lettre du*

Autre exemple récent de prédation des deniers publics par le dictateur Général-Président , est le détournement du trésor public tchadien de plusieurs milliards de FCFA pour une prétendue « rénovation » de l'Ambassade du Tchad à Paris. Les sommes faramineuses engagées par conséquent surévaluées ont stupéfait les autorités de la Mairie de Paris et l'ingénieur expert en construction de bâtiments, sollicité par les magistrats de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France en charge du dossier. [*Sources: Le Canard enchaîné des 3 février et 7 avril 2010, N'Djaména Matin, ZoomTchad de mai 2010 et Lev Post du 5 mai 2010*].

Le quotidien *TchadActuel* dans sa livraison du 9 août écrit : « *Des curieux ont constaté que ce sont des papiers différents, circulant en parallèle pour les mêmes objectifs. In fine ce sont 7.800.000 euros qui ont été dilapidés du trésor public (c.à.d. Trésor public, le trésor parallèle de Younousmi et celui de la Présidence). Or à Paris, par la voix de Deby, il était question « seulement » de 5.000.000 d'euros* »



Pour un pays riche en pétrodollars, ressources pastorales, agricoles et halieutiques, il est inacceptable que les populations vivent dans une misère incommensurable, le tout aggravé par les conséquences des inondations et de la famine latente dans certaines régions. Le Tchad occupe malheureusement un bon classement des pays pauvres (170^{ème} sur 179 selon le classement IDH en 2009 du PNUD). Selon la Banque Mondiale, le taux de pauvreté du Tchad se chiffre à 64% alors que les revenus du pétrole sont estimés à 50 milliards Fcfa par an [Source : *Chronique des Libertés et Droits Fondamentaux n°55 mars 2003*]. Inversement à cette paupérisation généralisée des masses populaires et à la situation dramatique, le tyran Déby et sa basse-cour de thuriféraires ont un train de vie qui rivaliserait de somptuosité et de faste avec celle de certains fortunés des pays du Nord. Cette meute prédatrice qui gouverne le Tchad est rentière du pouvoir, des guerres et du chaos qu'elle entretient savamment dans le pays. Outre le vol des deniers publics, actionnaire des sociétés, l'accumulation des biens matériels et immobiliers, le dictateur Déby se livre à une course à l'armement sans commune mesure avec les besoins réels de défense du pays. Son bellicisme et ses expéditions militaires aventureuses contre certains pays (Soudan, Congo, Centrafrique, RD Congo), inquiètent la sous région. En effet, dans son rapport annuel 2009 sur les dépenses militaires et d'armements dans le monde, la prestigieuse institution « *Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)* » indique que les dépenses militaires au Tchad se chiffrent à 436 millions\$ soit 33% de plus qu'en 2008.

Avec le pillage des deniers publics et revenus du pétrole, la détention du monopôle du commerce intérieur, les investissements, acquisitions et locations des biens immobiliers au Tchad, en Afrique, en Europe, au moyen orient, au Maghreb, en Asie (Cameroun, Maroc, Tunisie, Belgique, Mali, Dubai, Malaisie, Centrafriques, France...), avec l'argent de leur corruption par les multinationales... La famille présidentielle et le clan sont milliardaires et vivent dans un luxe insolent dont la somptuosité rivaliserait avec celle des riches personnalités du pays du Nord. Leur mépris des masses populaires, les crimes contre l'humanité qu'ils commettent, les traitements dégradant et humiliants infligés aux populations suscitent des multiples insurrections armées contre le régime depuis 20 ans. Jamais de mémoire de tchadien, le pays n'a connu une floraison des mouvements armés contre un pouvoir. Au demeurant, rappelons que les rapports annuels des organisations des Droits de l'Homme estiment à plus 31000 tchadiens assassinés par le tyran.

La lutte contre la dictature est compatible avec la lutte pour la démocratie. Le peuple insurgé a par conséquent le droit et le devoir de prendre les armes pour se défendre. C'est la légitime défense pour la survie. Ce droit inaliénable des peuples à la légitime défense armée contre toute oppression impérialiste ou gouvernementale, est stipulé en dans les articles 5 et 6 dans la déclaration universelle des droits de peuples d'Alger de juin 1976 des pays non-alignés : « *Tout peuple a un droit imprescriptible et inaliénable à l'autodétermination. Il détermine son statut politique en toute liberté, sans aucune ingérence étrangère extérieure* », « *Tout peuple a le droit de s'affranchir de toute domination coloniale ou étrangère directe ou indirecte et de tout régime raciste* » De plus, la constitution du Tchad de 1996 encourage le peuple à s'insurger contre toute forme d'oppression. En effet, dans son pertinent préambule dit : « *notre droit et notre devoir de*



résister et de désobéir à tout individu ou groupe d'individus, à tout corps d'Etat qui prendrait le pouvoir par la force ou l'exercerait en violation de la Constitution ».

Le Népotisme institutionnalisé et le mécanisme de l'instauration d'une présidence à vie pour la famille Déby.

Tous les hauts responsables politiques, de l'administration publique et de l'armée sont nommés par le Général Président Déby parmi les membres de sa famille et de son clan. On les trouve dans toutes les Directions de sociétés publiques et para publiques, dans les Ambassades du Tchad à l'Etranger, dans les Institutions internationales et régionales... Un dictateur n'a confiance à personne et est toujours sur le qui vive. À cet effet, il a nommé son épouse Hinda Déby au poste de Secrétaire particulière du chef de l'Etat, un autre fils au poste de Directeur de Cabinet civil adjoint, un troisième est directeur des ressources stratégiques à la présidence ...et enfin avec une armée qui compte le plus d'Officiers au monde soit plus de 200 généraux, les 3/4 nommés par décrets de complaisance présidentielle, appartiennent à la famille et/ou au clan. Dans la police et la Gendarmerie on constate la suprématie numérique du clan dans le collège des Officiers supérieurs.

La pléthore des Partis politiques civiles et les mouvements politico militaires (plus d'une centaine), ne traduit pas l'existence d'une « démocratie » au Tchad. La majorité absolue de ces organisations sont sans véritable idéologie et programme politique nationale. De plus, elles épousent généralement les contours ethniques, régionalistes, confessionnels, parfois familiaux. Nombre de ces organisations sont fantoches car créées et entretenues par le dictateur Déby afin de s'assurer la majorité mécanique et automatique présidentielle dans toutes les élections.

Le tyran Déby n'a jamais remporté une élection au Tchad et ne pourra jamais être vainqueur d'aucune élection transparente et démocratique pour cause de ses crimes contre les masses populaires qui rejettent son pouvoir. Afin de se maintenir au pouvoir, il pratique l'établissement des fausses listes électorales sur lesquelles le nombre des votants est supérieur au nombre d'inscrits, dans certains cas, le comble de l'ignominie est atteint car le nombre des votants est supérieur à la population de la circonscription électorale. Certains militants du parti présidentiel, le MPS, disposent de plusieurs cartes électorales. L'un d'eux a même déclaré avec arrogance et fierté « *Le pouvoir est à nous, MPS. Nous ne lâcherons jamais notre Président Déby. Nous remporterons toujours car à moi tout seul, j'ai voté 4 fois* ». Une autre thuriféraire et membre du Parti présidentiel déclara récemment à Bongor dans le Sud ouest du pays ces phrases gravissimes : « *Vous opposants à son excellence président Déby, nous vous lançons un avertissement de voter à la prochaine élection présidentielle pour lui. Dans le cas contraire, vous serez massacrer* ».

Selon les observateurs neutres internationaux, l'organisation de l'élection présidentielle de 2001 ressemble à la précédente. Elle est entachée dès le départ d'irrégularités monstrueuses : recensement sélectif (à titre d'exemple, citons le cas des Tchadiens opposants ou supposés qui ont été rayés sur la liste électorale par l'Ambassadeur et la CENI à Paris malgré nos vives protestations...), votes multiples, votes des mineurs (par



exemple celui d'une fillette Yeskié Adié détentrice d'une carte d'électeur n°0707, n°de série 2297774 à Moussoro ou mieux encore, du mineur Abakar Guihini, vice-président du bureau de vote au quartier Béchir II de Moussoro), bourrages des urnes, intimidations, tabassage des militants de l'opposition (cas de Mr Néotobaye Bidi Valentin, président d'un parti de l'opposition PAP/JS, qui a reçu une flèche à la poitrine pour avoir mené la campagne du candidat de l'opposition et favori des urnes, le Député Ngarléjy Yorongar. Au demeurant, rappelons que ce dernier fut embastillé plusieurs fois par le Général-Président Déby pour cause de son opposition implacable au système mafieux du régime.

Mr Burkinébé, président de l'Union des Syndicats du Tchad (UST), Mr Ngatoguam Ngarbaye, secrétaire adjoint de la Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme (LTDH) et Mr Sayam Soulassidé de l'Association Tchadienne pour la Non Violence (ATNV), ont tous été assaillis sous un déluge de coups par les partisans du Général-Président Déby. Cette meute de fous furieux, fut dirigée par Mr Oumar Boukar, Secrétaire d'État à la fonction publique, qui a ouvert le bal de tortures en assenant le premier coup de poing à Mr Boukiré, puis a ordonné aux gendarmes de continuer les sévices dans les locaux de la police. Les trois autres suppliciés, membres des observateurs nationaux, alertés de la distribution frauduleuse de nouvelles cartes d'électeurs par Monsieur le « Ministre boxeur », s'étaient rendus sur les lieux pour en faire le constat. Ils ont fini malheureusement par un séjour médical aux urgences de l'hôpital de N'Djaména. La barbarie du régime Déby est illimitée. Une terrifiante démocratie sévit au Tchad !

La prétendue Commission électorale nationale indépendante (CENI) qui est sensée piloter impartialement toutes les opérations électorales, a toujours été présidée par un membre du clan prédateur, désigné par le Général Président Déby. De plus, les membres de cette institution sont composés à majorité par les Membres du Parti présidentiel.

Afin de récompenser les différents présidents de la CENI pour leurs forfaitures, le dictateur Déby a nommé respectivement M. Yoadimnadj Pascal et M. Yokabdjim Mandigui au poste de premier Ministre. Ces anciens Présidents de la CENI ont été diaboliquement performants dans les bourrages des urnes, les établissements des fausses listes électorales en privant parfois des régions entières hostiles au Président de s'inscrire sur la liste électorale, ils ont accru le contrôle et la pression sur les médias publics et privés, ils ont été les auteurs de découpages électoraux truqués, de la promulgation de loi électorale scélérate permettant de disqualifier les candidatures de certains opposants aux élections présidentielles... On a même constaté que certaines personnes décédées de longues dates ont mystérieusement voté Déby. Enfin, le régime a recours massivement à la corruption en payant des modiques sommes à certaines populations de voter pour le président sortant, Déby. Drôle de démocratie où le despote achète les voix !

Le zèle de ces présidents de la CENI a même conduit à des menaces voire des assassinats des militants ou sympathisants de l'opposition.

Les Masses populaires tchadiennes ou du moins les rescapés subissent quotidiennement des traitements humiliants et dégradants, des viols et confiscations de leurs biens. La cruauté du tyran Déby n'a jamais été égalée dans les annales de la barbarie des dictateurs africains, comme en témoignent les exemples des femmes enceintes qui ont été éventrées et les fœtus arrachés ! (Cf. *Tchad le procès d'Idriss Déby, Témoignage à charge. Ngarlejy Yorongar, éd. L'Harmattan, Paris, 2003*). D'autres sources indépendantes comme celle du



Pasteur suisse, Roland Hammel, dans son témoignage : [*«Tchad : sait-on vraiment ce qui se passe ?» dans l'hebdomadaire Jeune Afrique n°1855 du 24 au 30 Juillet 1996*] interpelle l'opinion internationale sur la tragédie méconnue que vit le peuple tchadien.

Le 28 mai 2001, lors des élections présidentielles de 2001, six (6) candidats de l'opposition civile ont été arrêtés en pleine réunion de travail. Ils ont été torturés et interrogés dans les locaux de la police pendant une heure, puis relâchés. Le public en colère a manifesté pour leur libération. La police tira et fit 4 morts et de nombreux blessés. Des arrestations massives ont été alors opérées au sein des militants de l'opposition dans tout le pays.

L'examen des manœuvres de hold-up des voix par le dictateur Déby pendant les dernières élections présidentielles de 2006, témoigne si besoin est, de la fausse démocratie au Tchad et de l'illégitimité du squatteur du palais rose. En effet, le 14 mai 2006, notre Peuple a subi une nouvelle humiliation. L'impérialisme français, la Françafrique déclara la guerre au peuple tchadien. Le troisième coup d'état ou hold-up électoral, après ceux de 1996 et 2001, tous soutenus par la Françafrique, vient de réussir : la proclamation de la victoire du Général-Président Idriss Déby Itno à la présidentielle au premier tour avec 77,53%. Et pourtant le premier tour du 3 mai fut massivement boycotté par l'opposition et le peuple traumatisé. La participation ridicule atteignait tout au plus 8% selon les estimations les plus optimistes des observateurs impartiaux indépendants internationaux. Le quotidien Gabonsnews du 04.05.2006 écrivait : «...À treize heures, les bureaux de vote à N'Djamena sont restés, pour la plupart, désespérément vides, a-t-on constaté. Au bureau de vote de la gare routière, quartier Naga II dans le quatrième arrondissement, considéré comme un bastion du parti au pouvoir, à la mi-journée, sur 520 inscrits, seuls 20 ont voté. Au quartier N'Djari, toujours une zone considérée comme acquise au parti au pouvoir, à 11h30, seuls 30 personnes ont voté dans le bureau du Carré 17B pour un total de 410 inscrits...».

Le boycottage des urnes par la majorité de la population a été confirmé par une forte abstention selon les diplomates et les journalistes occidentaux (Source : *L'Express* du 28 mai 2006). Face à la tôle générale de l'opinion nationale et internationale, la cour constitutionnelle prise en flagrant délit de hold-up, a revu à la baisse les premiers chiffres avancés le 14 mai dernier. C'est ainsi que le taux de participation a été ramené à 53% et non à 70% initialement, et 64,67% le pourcentage acquis par le candidat Déby au lieu de 77,53% du départ.

Dans son rapport, le Vice-président de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), Dobian Assingar a qualifié le scrutin de mascarade : « *En général le taux de participation a été très faible. Nous avons noté la présence de nombreux hommes en tenue dans les bureaux de vote et la distribution massive de cartes d'électeurs le jour du vote aux mineurs...* ». Maître Delphine Djiraïbé, Coordinatrice du Comité de suivi de l'appel à la paix et la réconciliation, d'ajouter « *La non participation des populations à l'élection du 3 mai confirme que, ni un coup de force militaire, ni un coup de force électoral ou institutionnel ne peuvent être une réponse à la crise socio-politique que traverse le pays* » et de conclure avec amertume au nom du Comité « *Nous regrettons une fois de plus le refus catégorique du pouvoir, soutenu dans sa logique par la France, d'ouvrir le dialogue national avant l'élection* ».



En 20 ans de règne absolu, le Général-Président Déby n'a remporté démocratiquement aucune élection. Les Présidentielles de 1996 , 2001 et 2006 ont été confisquées grâce aux hold-up électoraux supervisés par le spécialiste de fraudes électorales, agent de l'impérialisme français (la Françafrique), Monsieur Grand Esnon (Cf.Ouvrages, « *Noir Silence, qui arrêtera la Françafrique* » de François-Xavier Verschave, éd. Les arènes, Paris, 2000 et « *Noir Procès* » de François-Xavier Verschave et Laurent Beccaria, éd. Les Arènes, Paris, 2001). Le *Canard Enchaîné* n°4463 du 10.05.06 écrit ces vérités cruelles et ironiques : « *L'armée française agent électoral au Tchad* » écrit : « ...Pas de démonstration de force, donc, mais un solide soutien logistique au déroulement de cette farce électorale, taillée sur mesure pour Idriss Déby, le vieux compagnon de route de la France. Comme lors des deux précédentes consultations, les bulletins de vote ont été fabriqués en France, par l'Imprimerie nationale. Puis ils ont été transportés -par avion- à N'Djamena, où ils ont été mis à l'abri, comme le reste du matériel électoral, dans des magasins de l'armée française, évidemment gardés par des soldats...français. Ces bulletins ont ensuite été expédiés dans les différentes provinces du pays grâce à l'aimable concours des avions dont dispose la France sur place. Et, tout aussi obligeamment, nos militaires sont venus récupérer les urnes pleines ou vides »

L'impérialisme Français a ainsi consacré « démocratiquement » la dictature du Général-Président Déby 1^{er} au Peuple tchadien. La France qui a une propension à fustiger les atteintes aux « normes démocratiques » avait déjà observé en amont un mutisme complice. Elle a encouragé et soutenu la révision de l'article 61 de la Constitution qui n'autorise que deux mandats de cinq (5) pour la présidence du Tchad. Le Général-Président Déby a tripatouillé le 24 juin 2005 ce dispositif constitutionnel qui lui permet de se présenter indéfiniment aux élections, en d'autres termes, il restera Président à vie du Tchad. Voici la « démocratie bananière ou maffieuse » que défendent les impérialistes contre la volonté des masses populaires. Nous avons assisté avec colère et rage au sacre du « Roi Déby 1^{er} du Tchad » par la France. Au demeurant, rappelons que cette révision de la Constitution a eu lieu quelques semaines après une visite furtive du Général-Président Déby à l'Élysée. Quelle curieuse coïncidence et/ou hasard de calendrier ? En l'absence d'un fort soutien ou de la bénédiction de la France, la révision constitutionnelle ne serait pas engagée car le valet de l'impérialisme obéit aux ordres du Maître.

Les critères d'appréciations universellement admis pour les élections démocratiques sont :

- La tenue d'élections libres et transparentes à échéance régulière
- Institution du multipartisme
- La liberté d'expression de l'opinion publique
- Liberté de la presse et des autres médias
- La séparation des pouvoirs Exécutifs, judiciaires et législatifs
- Indépendance de la justice
- Respect des droits de l'homme

Les élections prétendues démocratiques au Tchad, ne satisfont à aucun de ces critères susmentionnés. Ce qui confirme que notre pays il n'y a pas de « démocratie ». Cependant, hélas, les membres de la Mission d'observation et de surveillance des élections de l'Union Européenne (UE), les observateurs officiels de certaines puissances impérialistes qui ont assisté aux élections présidentielles de 1996, 2001 et 2006 n'ont toujours rien vu d'anormal. Quelle cruauté !

Les impérialistes qui sont toujours prompts à réagir vigoureusement contre les atteintes aux « droits de l'homme, aux violations des règles démocratiques électorales » en condamnant, sanctionnant économiquement et politiquement leurs auteurs, sont devenus aveugles et aphones au Tchad. Dans tous leurs rapports formatés relatifs aux élections, on trouve la conclusion une sorte de refrain nauséabond : *« les élections se sont déroulées dans une atmosphère globalement positive...il n'y a pas d'incidents majeurs de nature à porter atteinte à la crédibilité du scrutin »*. Nous avons ici une preuve de l'hypocrisie des puissances impérialistes, capitalistes et notamment celle de la France qui soutient et bénit à tout vent le sacre du dictateur Déby, leur valet par excellence contre la volonté des masses populaires tchadiennes. Les dirigeants français sont aussi les premiers à envoyer leurs messages de félicitations au tyran Déby pour sa « brillante réélection » à la magistrature suprême. Ce n'est pas un hasard si la France, quelques mois avant les élections présidentielles de 2001, a débloqué plusieurs millions de francs d'aide pour moderniser le système de communication des forces de sécurité (Gendarmerie). Il est évident que cette modernisation servirait à mieux verrouiller le territoire et à mater toute velléité de contestation populaire. Enfin, le soutien de la France au tyran Déby est aussi d'ordre juridique car les différents gouvernements de l'hexagone de gauche et de droite se sont toujours opposés à plusieurs reprises lors des assemblées de la Commission des Nations-Unies pour les Droits de l'Homme, d'inscrire le Tchad en procédure d'urgence. Ce qui a permis jusqu'à ce jour au régime du Général Déby d'échapper à la condamnation.

La France de la commune de Paris et de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen (texte fondamental de la Révolution française), qui énonce un ensemble de droits naturels individuels et collectifs et les conditions de leur mise en œuvre du 26 août 1789, a été trahie par l'impérialisme français en Afrique ou la Françafrique. Pour ce dernier, les Droits de l'homme dont la France se fait le chantre est à géométrie variable avec en filigrane un relent de racisme. En effet, pour Paris, les noirs d'Afrique de son pré-carré ne sont pas mûres ou dignes de vivre en « démocratie » car nous sommes « génétiquement » constitués que pour être dirigés par les Présidents dictateurs ou plus exactement par les « Gouverneurs délégués » de la France à l'instar du despote Déby au Tchad. La politique de l'impérialisme français en Afrique ou la Françafrique est immuable quelle que soit l'idéologie du parti vainqueur installé à l'Elysée.

Le régime politique imposé au Tchad et dans les autres pays d'Afrique après le discours de la Baule du Président Mitterrand en 1989, est appelé « démocratie » car leurs dirigeants ont reçu le « Brevet de soumission et de la défense des intérêts impérialistes par les puissances occidentales ». C'est ainsi que malgré les crimes contre l'humanité et les crimes économiques commis par le tyran Déby, ce dernier est un « démocrate » et que dans ce pays d'Afrique règne la « démocratie » aux yeux de la France.



Le piège pour le Tchad et les autres pays d'Afrique, provient du financement de nos élections par les puissances impérialistes qui veulent à ce que leur « capital investi » puisse générer des profits énormes. En d'autres termes, les bailleurs de fonds imposent aux peuples africains leurs valets qui garantissent les pillages de nos ressources à perpétuité, bradant ainsi la souveraineté de nos états et empêchant toute politique sociale en faveur du bien-être des masses populaires. Le financement des élections serait devenu le nouvel eldorado et une nouvelle recolonisation du continent africain par les puissances impérialistes et ce, de manière « démocratique ». Il faut être de mauvaise foi pour oser affirmer que les Masses populaires africaines suppliciées par les dictateurs auraient voté pour rester sous domination coloniale par procuration sous la chape de plomb des petites créatures de la Françafrique qui font office de « Gouverneurs-généraux délégués » de la République française en Afrique.

La Présidence à vie est tacitement instituée au Tchad. Mieux encore, le tyran prépare activement la transmission du pouvoir à une de ses nombreuses progénitures. La dynastie ou la présidence familiale est en marche. Le peuple tchadien n'accepterait jamais la consécration d'une monarchie déguisée avec les règnes des Rois Déby 1^{er}, Déby 2^{ème}, Déby 3^{ème}... Au Tchad, le MPS, parti présidentiel est omniprésent dans toutes les structures de l'Etat. Il utilise les moyens matériels, financiers et militaires de l'état pour anéantir les partis d'opposition. Dans ces conditions, la démocratie bourgeoise et représentative n'a aucune signification car nous avons une assemblée monocolore avec une majorité absolue au MPS. De plus, les Masses populaires se désintéressent à une politique caractérisée par la répression et l'accroissement exponentiel de la misère, d'où les forts taux d'abstention aux différentes élections (moins de 50% pour les excellentes performances).

La légitimité démocratique des élus du Parti présidentiel, serait en cause.

La démocratie participative ou locale pourrait ouvrir une brèche en faveur de la majorité des citoyens écartés des décisions relatives aux problèmes locaux. Cependant au Tchad, nous assistons depuis quelques mois sous prétexte d'urbanisation de certains quartiers de N'Djaména à la destruction des maisons des paisibles citoyens jetés par milliers dans la rue et sans indemnisations. Certaines de ces familles sont propriétaires de leurs maisons depuis plusieurs décennies. Si la démocratie participative ou les conseils de quartiers existaient, les familles victimes de ces mesures unilatérales se feraient entendre en amont en proposant de solutions adéquates. Une telle démarche est possible que si le régime possède déjà un minimum de fondement démocratique. Ce qui n'est pas le cas au Tchad où le dictateur Déby représente les trois pouvoirs : Exécutif, Législatif et Judiciaire. Il décide de tout seul sans même consulter les députés de son Parti. Ces derniers ne sont d'aucune utilité pour lui et pour les populations dont ils sont sensés représentés.

Le Philosophe français Jean-Jacques Rousseau est l'un de ceux qui sont hostiles à l'idée de représentation. Pour lui, déléguer son pouvoir à des représentants revient pour le peuple à aliéner sa liberté puisque rien ne garantit que la volonté des représentants soit fidèle à la volonté générale. Cette crainte exprimée montre les limites de la démocratie bourgeoise représentative d'une part et d'autre part on risque de privilégier les intérêts



locaux ou individuels avec la démocratie participative au détriment des intérêts généraux ou collectifs. Les exécutants des décisions arrêtées lors des discussions en démocratie participative demeurent néanmoins les élus municipaux qui appartiennent à la démocratie participative. D'aucuns proposeraient la démocratie directe afin de résoudre cette équation de la représentativité. Quel que soit le type de démocratie, notre parti, ACTUS/prpe affirme que l'élément essentiel pour asseoir la démocratie au Tchad et en Afrique, c'est d'abord développer l'éducation massive des Peuples. Eduquées et conscientisées, les Masses populaires sauront lire, comprendre, comparer les programmes politiques des candidats et voteront avec conscience pour ceux qui ne les trahiraient pas au cours de leur législature ou dans le cas de démocratie directe, elles sauraient comprendre le sens des projets en discussions ou faire des propositions cohérentes conformes aux lois existantes. Le revers de la médaille de la démocratie directe ne serait-elle pas la primauté des intérêts locaux ou particuliers au détriment des intérêts généraux nationaux ? Alors survint la question, quels types de Partis incarneraient mieux et défendraient les intérêts directs des états et ceux des masses populaires africaines? Pour notre Parti, ACTUS/prpe, seuls les partis d'avant-garde révolutionnaires et communistes sont à même de procéder à un changement radical c'est-à-dire initier une révolution socialiste qui détruirait l'ordre ancien de domination, d'exploitation impérialiste et bourgeoise soutenue par la démocratie représentative néolibérale imposée à l'Afrique et au Tchad. Au sein des Partis d'avant-garde révolutionnaires marxiste-léninistes, les masses populaires imprégnées de la culture de lutte de classe, sauraient placer de garde-fous d'abord dans la première étape d'une révolution démocratique nationale et populaire contre les éventuelles velléités de sabotage de certains dirigeants politiques des Partis constituant le front de la lutte contre la dictature. La participation de l'ACTUS/prpe, parti révolutionnaire communiste d'avant garde au sein de ce large front, tient compte de ces paramètres dans l'évolution politique et l'objectif final à atteindre : la vraie démocratie en l'occurrence la DÉMOCRATIE POPULAIRE. Les Masses populaires tchadiennes en sont conscientes. C'est ce qui justifie et galvanise notre détermination pour la lutte armée contre les dictatures au Tchad depuis plusieurs décennies. Aucun peuple au monde n'acceptera le sort criminel qui est réservé au peuple du pays de Toumaï, et de surcroît berceau de l'humanité.

L'impérialisme décerne le Brevet de «démocratie» aux dictatures qui défendent le pacte colonial d'asservissement de leurs pays.

Les régimes des pays du Sud qui mènent une politique indépendante et anti impérialiste sont les cibles privilégiées d'attaques médiatiques, politiques, militaires et des sanctions économiques des puissances impérialistes car leurs valets et candidats aux élections présidentielles ont toujours été battus. Les Masses populaires ne sont pas dupes et restent vigilantes. Les Peuples rejettent les diktats et autres oukases impérialistes. Ils soutiennent leurs dirigeants nationalistes : c'est le cas du Président Robert Mugabé du Zimbabwe qui est devenu la bête noire des impérialistes occidentaux depuis la nationalisation des riches terres agricoles (70%) du pays détenues par une ultra minorité (4000) fermiers blancs.

Les présidents Mahmoud Ahmadinejad en Iran, Hugo Chavez au Venezuela, Castro à Cuba, Al Béchir au Soudan, Evo Morales en Bolivie, Kim Jong Il en Corée du nord... font

partie de ces dirigeants du Sud qui sont vilipendés, menacés militairement par les impérialistes. Certains leaders révolutionnaires et nationalistes ont payé de leur vie. Ils ont été lâchement assassinés par l'impérialisme. Notre Parti, ACTUS/prpe rend un vibrant hommage à ces martyrs africains qui incarneront à jamais l'espoir du continent : Ce sont le premier ministre Patrice Emery Lumumba du RD Congo, les présidents, Samora Machel du Mozambique, Sylvanus Olympio du Togo, Gamal Abdel Nasser d'Égypte, Thomas Sankara du Burkina Faso, Marien Ngouabi du Congo Brazzaville, les Leaders des Mouvements de libération nationale : Chris Hani d'Afrique du Sud, Amical Cabral de Guinée Bissao, Mario de Andrade de l'Angola, Eduardo Mondlane, du Mozambique, Um Nyombé, Ernest Ouandié, Félix Moumié du Cameroun, Ibrahim Abatcha, Robenate du Tchad, Mehdi Ben Barka du Maroc, le Colonel Amirouche Aït Hamouda d'Algérie, Barthélemy Boganda de Centrafrique...

D'autres figures emblématiques telles que Kwame Nkrumah, président du Ghana a été victime d'un coup d'état. Il a été l'initiateur de l'OUA et pour la première fois a appelé à la création des Etats-Unis d'Afrique (EUA), il écrivait : *« Nos problèmes actuels ne peuvent être résolus par les actions sporadiques, ni par de pieuses résolutions. Il ne faudra rien moins que l'action unitaire d'une Afrique unie »*. Ce panafricain convaincu représente un réel danger pour les intérêts de l'impérialisme sur le continent.

Le Président sud africain Nelson Mandela quant à lui, fut incarcéré pendant 27 ans dans le bagne de Robben Island par le régime raciste de l'apartheid, un appendice de l'impérialisme occidental et de la démocratie bourgeoise.

Notre Parti, ACTUS/prpe est solidaire de ces dirigeants et de leurs peuples qui résistent courageusement aux différentes agressions dont leurs pays sont victimes. Suivant notre principe communiste de la lutte de classe, nous refusons d'être dans le même camp que les agresseurs impérialistes contre les peuples agressés du Sud. De plus, les intérêts de ces puissances dominatrices ne sont pas les nôtres car ils sont issus des pillages de nos ressources naturelles et de l'exploitation des travailleurs du Sud mais aussi ceux Nord. L'exploitation de l'Homme par l'Homme et la course aux profits des capitalistes, créent la paupérisation croissante des Masses populaires. Le capitalisme est un système qui doit être combattu sans compromission et retenue aucune. La lutte de classe et la révolution communiste restent toujours d'actualité.

La démocratie populaire au Tchad est-elle possible ?

Face à cette situation tragique, les masses populaires tchadiennes n'ont pas d'autres alternatives que de prendre les armes pour se libérer de la tyrannie soutenue par l'impérialisme français. C'est dans cette logique que notre Parti, ACTUS/prpe soutient la lutte des Forces de résistance nationale avec lesquelles nous formons un front commun. Notre plate forme minimale est d'anéantir la dictature et assurer un pouvoir transitoire vers l'instauration d'une véritable démocratie. Cette première étape est indispensable pour nous communistes car l'avènement d'une démocratie populaire ne pourrait se faire sans la participation effective du peuple dans les décisions qui touchent à leur existence locale. Nous pensons que les masses populaires longtemps opprimées doivent s'approprier des débats sur les décisions locales. C'est ce que notre parti qualifierait de « démocratie



locale ou participative ». Cette étape démocratique est une école qui permettrait à la majorité longtemps ignorée de se former politiquement.

À propos de la confusion sur la terminologie « démocratie », Lénine écrit : [« La bourgeoisie est obligée de faire l'hypocrite et de donner le nom de « pouvoir du peuple entier ou de démocratie en générale (...) ou de la république démocratique (bourgeoise), (...) qui est en fait la dictature de la bourgeoisie, la dictature des exploités sur les masses travailleuses. Il n'est point d'autre moyen que de remplacer la dictature de la bourgeoisie, capitaliste par la dictature du prolétariat » (Lénine, œuvres, Tome 28, pp 383-388)]. Pour nous Communistes, le rôle de notre Parti d'avant-garde révolutionnaire, ACTUS/prpe prend toute sa signification. Notre participation active au sein du front mettrait aussi l'accent sur la nécessaire lutte de classe qui conduira à l'instauration d'une véritable démocratie, en l'occurrence la démocratie populaire ou démocratie socialiste à long terme comme objectif à atteindre. En démocratie populaire, le pouvoir appartient réellement au peuple, exercé par le peuple et pour garantir ses intérêts. Contrairement à la démocratie libérale, la minorité bourgeoise et/ou compradorie détiennent le pouvoir par le truchement des pseudos élections démocratiques. Leurs représentants dans les institutions politiques (assemblées, sénats, congrès, municipalités, gouvernorats...) défendent leurs intérêts en maintenant l'ordre d'asservissement du pacte colonial et capitaliste. L'omniprésence du MPS, le parti présidentiel du tyran Déby au Tchad en est une preuve. Karl Marx disait que les révolutions sont les locomotives de l'histoire. Les masses populaires tchadiennes, exploitées, écrasées sous le joug de la dictature et de la misère ont le devoir historique de faire la révolution qui défendra leurs intérêts contre la domination capitaliste. À long terme, seule une révolution socialiste dirigée par un Parti d'avant-garde avec la participation massive de tous les travailleurs manuels, intellectuels et les paysans majoritaires au Tchad, serait à même d'instaurer une démocratie populaire. C'est l'objectif final de notre parti, ACTUS/prpe.

Conclusions

Au Tchad, le multipartisme ne signifie nullement démocratie. C'est une véritable imposture électorale et intellectuelle, qui permet à l'impérialisme français d'imposer « démocratiquement » grâce aux hold-up électoraux, le sacre d'une dictature la plus cruelle au monde, celle du tyran Général président Déby. Cette illusion de démocratie libérale représentative se renouvelle périodiquement avec des nouveaux élus du Parti présidentiel, le MPS, puisés dans la colossale réserve des corrompus, d'opportunistes, des assoiffés de pouvoir, des carriéristes, des arrivistes et autres « compétiteurs du remplissage d'estomac ou ventrologues selon un néologisme tchadien » que le dictateur Général Président Déby pouvoir a su constituer afin de pérenniser trône.

Les Masses populaires tchadiennes n'ont pas d'autres alternatives que celle de la lutte armée pour se libérer de la tyrannie. C'est une nécessité historique et préalable. L'instauration d'une véritable démocratie populaire que notre Parti, ACTUS/prpe souhaite pour notre peuple passe nécessairement par différentes étapes, d'abord celle de ce large front au sein duquel nous y prenons activement part contre la dictature de Déby, soutenue et entretenue par l'impérialisme français. La période transitoire permettrait de créer les



conditions objectives pour l'organisation des élections crédibles, transparentes et démocratiques.

Nous, Peuples africains devons nous affranchir totalement de la domination impérialiste afin de choisir librement nos dirigeants, notre mode d'organisation politique, conformes à la défense des intérêts des masses populaires. Les révolutions nationales démocratiques et populaires auxquelles nous communistes devons prendre activement part, constitueraient les jalons de l'étape vers la démocratie populaire qui est notre conception de la « démocratie » et objectif final. Seule la société socialiste permettrait l'épanouissement rapide, massif, équitable et général des Africains. Seul le socialisme avec sa démocratie populaire pourrait mobiliser les ressources naturelles et humaines afin d'accélérer la réalisation des Etats-Unis d'Afrique avec la participation effective des masses populaires dans des décisions politiques à tous les niveaux car elles en sont privées par la démocratie représentative libérale et bourgeoise imposée à notre continent.

Le socialisme est l'avenir de notre continent opprimé, pillé, avili par l'impérialisme et le capitalisme. Les Forces capitalistes unies, écrasent les Peuples. Nous communistes avons aussi le devoir de nous unir avec les masses populaires afin de donner la riposte adéquate à cette agression. Notre Parti, ACTUS/prpe espère que la création de l'internationale communiste africaine ou Komintern africain (ICA) est nécessaire.

La Komintern africa doit faire partie intégrante du Mouvement communiste international (MCI). Tous ensemble et avec détermination, nous propulserons les luttes des peuples vers la libération totale du continent de la domination et de l'exploitation impérialiste et capitaliste.

- Vive la Conférence de Johannesburg 2010, initiée par le Parti Communiste Sud Africain (SACP)
- Vive l'internationalisme prolétarien pour que vive le triomphe des masses populaires opprimées africaines
- Vivent le Marxisme-Lénisme et les pensées des grands révolutionnaires communistes Staline, Mao, Castro, Che Guevara...pour que vive et survive la flamme des luttes des opprimés contre le capitalisme
- Vive le Socialisme
- Hommage aux grands panafricains : Kwame Nkrumah, Sékou Touré, Gamal Abdel Nasser, Nelson Mandela...qui ont lutté pour l'émancipation et l'unité de l'Afrique.

Johannesbourg-Afrique du Sud, le 19 Août 2010

**Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme/Parti Révolutionnaire Populaire et Écologique
Chadian Action for Unity and Socialism / Popular and Ecological Revolutionary Party
(ACTUS /prpe)**

**Le Secrétaire Général
General Secretary**

Dr LEY- NGARDIGAL Djimadoum